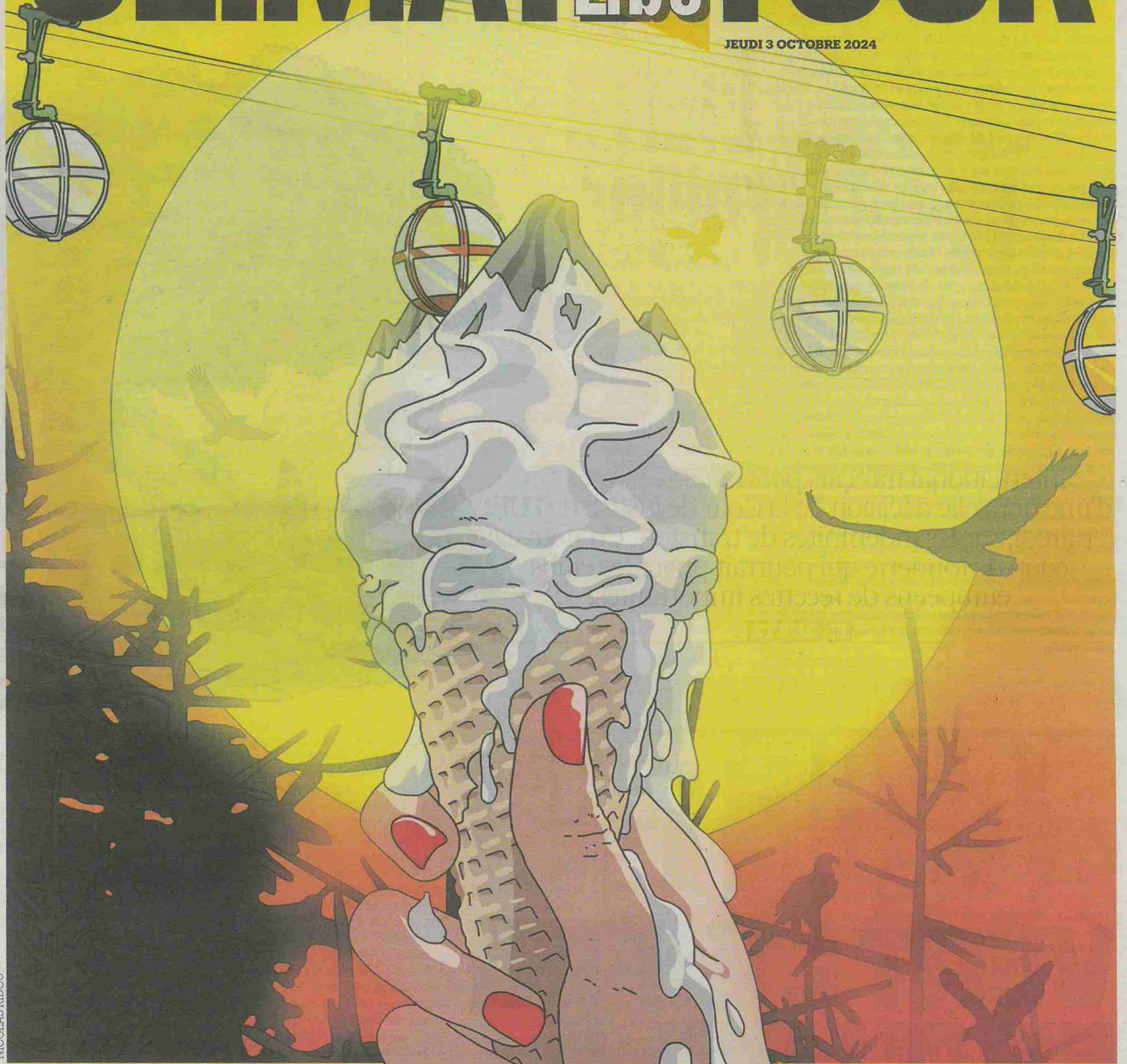


# CLIMAT Libé TOUR

JEUDI 3 OCTOBRE 2024



NICOLAS RIDOU

## CANICULE GRENOBLE CHERCHE DES PISTES

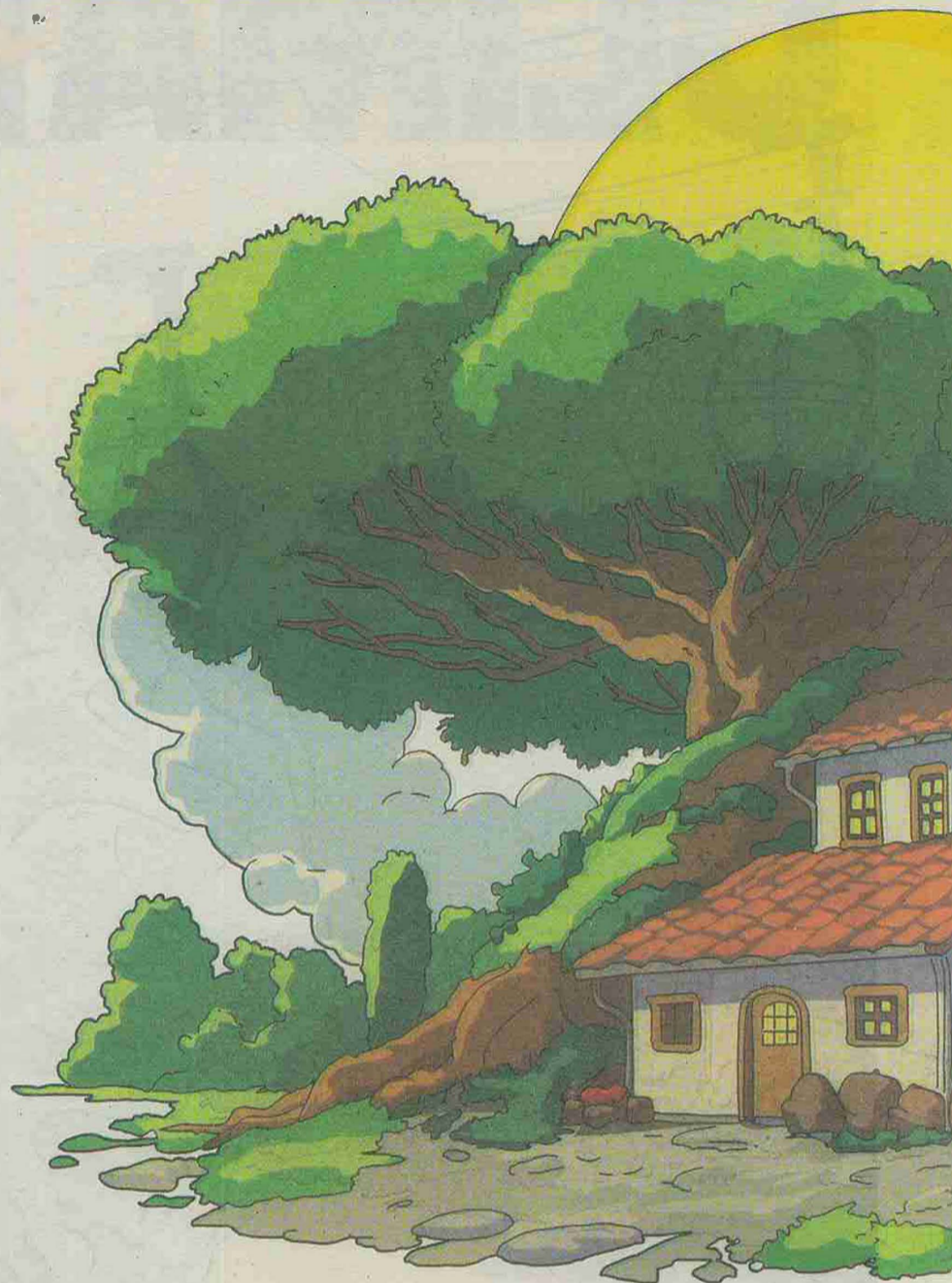
Dans une ville particulièrement concernée par le réchauffement climatique, suivez deux journées de débats et d'échanges vendredi et samedi.

## CLIMAT Libé TOUR

## FIXER UN CAP CLAIR

Surtout, ne pas lever le pied. Ni se laisser distraire ou impressionner par ce qu'il faut bien appeler un retour de l'écologie-bashing, tendance à l'œuvre depuis quelque temps, en France et ailleurs. Tendance qui s'inscrit dans le mouvement plus global de la poussée populiste et conservatrice qui fragilise pas mal de démocraties. La France n'y échappe pas. Avant qu'il ne dissolve l'Assemblée, Emmanuel Macron avait déjà envoyé des signaux indiquant qu'il avait de plus en plus la main qui tremble face aux décisions à prendre pour tenir ses engagements en matière de transition écologique. Le discours de politique générale de Michel Barnier, ancien ministre de l'Environnement, n'a pas été de ce point de vue très rassurant. Certes, le Premier ministre a fait de la dette écologique, cette «épée de Damoclès» qui pèse au-dessus de nos têtes, un des axes, avec la situation budgétaire, de son discours. Mais il reste plutôt flou. Il est bien sûr crucial que le gouvernement fixe un cap clair. Mais Libération a aussi la conviction que beaucoup de progrès, d'initiatives, d'idées nouvelles, et d'expérimentations sont à chercher au niveau local, auprès des élus dans les collectivités, au sein du vivier associatif ou des milieux économiques. Le succès rencontré par le Climat Libé Tour prouve que nous ne nous sommes pas complètement trompés. L'étape grenobloise, la troisième de notre seconde édition du CLT, le confirmera. Adaptation de la ville, de nos modes d'alimentation, de notre économie, de nos loisirs avec, dans les Alpes évidemment, l'épineuse question de l'industrie du tourisme blanc... Nos deux jours de débats n'occulteront aucun sujet. Nous sommes convaincus que la valorisation de cette approche décentralisée des politiques et des solutions à mettre en œuvre est non seulement utile mais vitale.

PAUL QUINIO



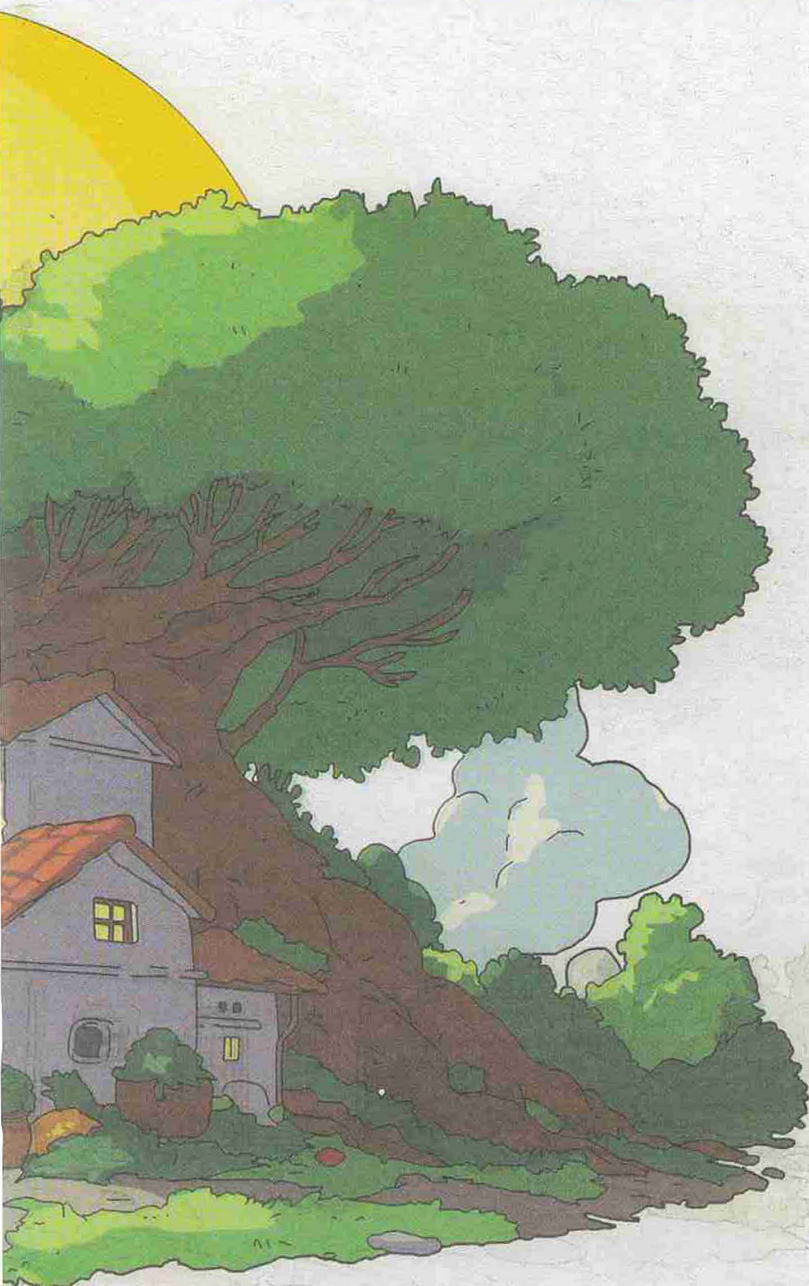
Par  
FRANÇOIS CARREL  
Correspondant à Grenoble  
Illustrations NICOLAS RIDOU

# S'ADAPTER À LA VILLE VERT L'INFINI ET AU-DELÀ

Végétalisation des cours de récré, mise en place d'îlots de verdure, réhabilitation des immeubles... La métropole de Grenoble, pionnière en matière de transition écologique, développe de nombreux dispositifs face au réchauffement climatique.

«L'adaptation au réchauffement est au centre de toutes nos politiques», tranche Christophe Ferrari, président divers gauche de Grenoble-Alpes Métropole. En 2050, la cuvette grenobloise, cernée de montagnes, devrait subir quarante-trois jours de canicule par an, deux à trois fois plus qu'aujourd'hui... «L'urgence est là, renchérit Margot Belair, adjointe écologiste à l'urbanisme de la ville de Grenoble. Les habitants ont conscience que les étés vont être de plus en plus durs à vivre. Il commence à y avoir des souffrances mais c'est sans commune mesure par rapport à ce qui nous est prédit.» «L'accroissement prévu des épisodes caniculaires, en durée mais aussi en amplitude, est tel que si rien n'est fait, notre agglomération deviendra difficilement vivable, confirme Christophe Ferrari. La question estivale est devenue essentielle.»

L'enjeu ? Éviter que ne restent en ville que ceux qui n'auront pas le choix, faute de moyens financiers. Pour les édiles, il ne s'agit pas simplement de maintenir le nombre d'habitants, coûte que coûte, mais bien dans des conditions permettant d'être heureux et en bonne santé. Les collectivités sont déjà à pied d'œuvre sur la dimension de santé publique



d'urgence. Dès 2005, la «métro», avec ses 450 000 habitants, a été la première collectivité à se doter d'un plan climat. En 2022, une convention citoyenne a réuni 100 citoyens des 49 communes de la métropole qui ont formulé près de 200 propositions pour infléchir les politiques publiques. D'ailleurs, après l'été 2023, ses seize jours de canicule et son record de température historique à 42,6°C, Grenoble a encore musclé son «plan fortes chaleurs». Formation des personnels travaillant avec les enfants, réseaux d'alerte des personnes âgées, fragiles ou précaires, diffusion large auprès de la population d'infos de prévention et d'une carte des lieux de fraîcheur – piscines, parcs, douches municipales, lieux refuges climatisés comme les musées et bibliothèques... Ces mesures sont salutaires mais l'essentiel est aussi du côté des politiques menées pour transformer la ville et en premier lieu ses espaces et équipements publics.

### Oasis de verdure

Au quartier Berriat, ex-faubourg ouvrier de Grenoble, dense et pauvre en espaces verts, un petit morceau de ville, autour du groupe scolaire Diderot, termine sa mutation, spectaculaire. Il a bénéficié d'une bonne partie des dispositifs phare de la ville et de la métro. L'école a été agrandie de cinq à huit classes, avec deux nouveaux bâtiments aux murs à ossature bois, toitures végétalisées, ventila-

tions double flux. L'ancienne cour de récré a été débitumée, végétalisée, réaménagée et la nouvelle accueille un jardin pédagogique : c'est le programme Coquel'cours (sept écoles grenobloises traitées). La rue donnant accès à l'école, autrefois entièrement bitumée, est devenue un large et bel espace quasi piétonnier, au dallage de béton clair entrecoupé d'îlots de verdure, certains vallonnés et arborés, doté d'une borne-fontaine et de mobilier urbain : c'est le programme Place(s) aux enfants, (onze parvis d'écoles grenobloises déjà traités). Plus de grille d'égout : la totalité des eaux pluviales ruisselle vers les îlots de verdure, allant nourrir arbres et buissons. Cette rue-place a été connectée au petit square voisin, dont la superficie a doublé en absorbant d'anciens terrains de sport végétalisés. Les bâtiments scolaires sont ainsi encerclés d'espaces majoritairement perméables et arborés. Sur l'ensemble, on ne dénombre pas moins de 72 jeunes arbres récemment plantés aux côtés de la vingtaine d'arbres adultes déjà présents. La densité est impressionnante : dans dix ans, cette parcelle située en zone classée «îlot de chaleur urbain intense» sera une oasis de verdure, d'ombre et donc de fraîcheur. «Une petite forêt!» espère l'une des enseignantes, qui regrette la disparition de cinq platanes et d'un marronnier, malades ou situés sur l'emplacement des extensions, et de leur ombre... Si elle est séduite par les aménagements des cours et de la rue, elle avoue

n'être «pas du tout convaincue pour l'heure» par la ventilation à double flux, d'usage «pas facile» : «Les enfants ont eu très chaud.» Un travers classique : le rapport à l'aération et à la chaleur est bouleversé par ces nouvelles constructions, l'évolution des usages doit être accompagnée. L'institutrice se veut confiante : «Il y a une volonté de bien faire... Mais on aimerait bien sûr que ça aille plus vite!» Les riverains se réjouissent, à l'image d'Emilie qui attend sa fille devant l'école : «La place, ce sera très agréable, et le parc, c'est déjà super, on y est souvent après l'école et le week-end. Il n'y a pas d'arbre dans notre rue : ici c'est notre espace vert!»

### Créer une ville parc

A quelques kilomètres au sud, le quartier Flaubert, ancienne zone industrielle située en face de l'emblématique Maison de la culture datant de 1968, est la vitrine de l'urbanisme défendu par les élus grenoblois. Sur 90 hectares, le nouveau quartier accueillera à terme 1400 logements. Il est encore en chantier : îlot après îlot, entrepôts, usines, parkings et voiries bitumées disparaissent et de nouveaux bâtiments, à la pointe d'une architecture résiliente, sortent de terre. «Nous utilisons toute la palette des outils innovants permettant de rafraîchir la ville La santé et le bien-être des habitants, et donc la lutte contre l'îlot de chaleur urbain, sont devenus le socle de référence de notre projet urbain», insiste Margot Belair.

Face aux nouveaux immeubles parsemés au cœur du quartier, dont l'étonnant Haut-bois, HLM à structure bois, Benoît Ravier, directeur opérationnel de Grinnters, le groupement d'aménageurs publics missionnés par la ville et la métro, résume : «A Flaubert, sur la notion de résilience, nous allons au-delà de la notion d'écoquartier classique. Au-delà de l'isolation, essentielle, nous avons aussi beaucoup travaillé sur l'inertie thermique, avec l'usage de matériaux qui restituent la chaleur l'hiver et la fraîcheur l'été.» Les premiers habitants se disent satisfaits, à l'image de Mohamed, propriétaire d'un appartement de l'immeuble Urban Square : «L'été, on est bien : il suffit de bien baisser les volets, les murs restent frais, on ne sent pas la chaleur extérieure.»

L'autre axe de travail est la conception des îlots et l'aménagement de l'espace public, afin de «créer une ville parc», insiste Margot Belair. La place de la voiture et donc du bitume est réduite au strict minimum : 70% des espaces publics du nouveau quartier seront désimperméabilisés, contre 7% autrefois, pour éviter l'accumulation de chaleur par les sols et permettre l'infiltration des eaux pluviales. «C'est un paysagiste, associé à un urbaniste, qui est à la coordination du projet», souligne Benoît Ravier. Nous avons pensé les espaces verts avant de définir les emplacements des constructions. Le plan d'urbanisme a été adapté aux arbres existants, préservés.» Les habitants doivent avoir un accès direct à un milieu végétalisé et ombragé en bas de chez eux, poursuit-il : «Nous allons passer de plus en plus de temps dehors, devenir plus méditerranéens.» Ces aménagements, comme les plantations d'arbres, ont à peine commencé à Flaubert : «On les attend, on en a vraiment besoin!» confie Manel, jeune propriétaire d'un appartement de l'immeuble Aromatik. Ici aussi, le travail mené ne démontrera toute son efficacité que dans quelques années...

Le défi climatique le plus ardu et stratégique

reste pourtant d'adapter le bâti existant : «80% des logements que comptera l'agglomération en 2050 existent déjà», insiste Christophe Ferrari. Le niveau d'urgence est tel qu'il faut massifier la réponse en termes de rénovation et d'isolation.» Face à «l'appétit inédit» des propriétaires, TPE et PME pour la rénovation thermique (d'abord motivé par la réduction des factures d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi par la multiplication des canicules), il souligne l'importance de l'aide financière et technique apportée par sa collectivité et tacle au passage : «L'effort de la métro n'est pas soutenu à hauteur des enjeux par l'Etat, ni en moyens financiers, ni en stabilité des dispositifs d'aide, ni en adaptabilité géographique des normes!» Il salue le travail déjà abattu sur le logement social, ce que confirme Stéphane Duport-Rosand, directeur général d'Actis, l'un des principaux bailleurs sociaux grenoblois : «20% de notre patrimoine a été rénové en thermique, soit 2200 logements locatifs sur 11000. Grâce à cette vaste campagne, engagée dès 2010, la part de logements classés F et G dans notre parc est aujourd'hui marginale. Nous allons néanmoins poursuivre.»

### Rendre la ville plus résiliente

A la Villeneuve, quartier populaire grenoblois, l'effet est frappant. Galerie de l'Arlequin, ensemble d'immeubles monumental datant des années 70, les montées 54, 56, 58 et 60 ont été réhabilitées par Actis entre 2018 et 2022 pour 21 millions d'euros (soutenu au quart par l'Etat via l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et au dixième par les collectivités locales). L'aspect extérieur est immanquable, par contraste avec les montées voisines encore crasseuses et vétustes. Le 90 voisin, également propriété d'Actis, est d'ailleurs en chantier : la réhabilitation vient de débuter. Ces travaux d'ampleur visent la réduction des consommations d'énergie, la refécution des réseaux, l'amélioration de l'accessibilité avec de nouveaux ascenseurs, des montées segmentées pour desservir chacune moins d'appartements, mais aussi le confort intérieur des appartements, notamment pour faire face aux grandes chaleurs.

Marie-Jo, habitante du 58 depuis quarante ans, confirme : «C'est bien mieux qu'avant ! Il fait meilleur hiver comme été, même quand c'est la canicule!» Enrick l'envie : son appartement au 100, immeuble en copropriété encore non rénové, n'est «pas isolé, simple vitrage : il fait très, très chaud». Les travaux sont prévus alors il patiente : «Ça reste moins dur à supporter ici qu'en centre-ville, il y a plus d'arbres.» L'immense parc de la Villeneuve est déjà un atout majeur. Ville et métro ont décidé de mettre le paquet pour l'agrandir et refondre les espaces publics en pied d'immeubles, dans l'esprit du travail à Flaubert et dans le cadre du projet GrandAlpe, destiné à «mettre au cœur de l'agglomération» les quartiers populaires de Grenoble, Echirolles et Eybens.

Pour rendre la ville plus résiliente, les collectivités avancent donc mais le processus demandera beaucoup de temps et d'énergie, en particulier pour le centre-ville de Grenoble, le plus dense, le plus contraint par sa dimension patrimoniale, et de loin, le point le plus intense de l'îlot de chaleur urbain. Il faudra aussi changer les modes d'organisation du quotidien : modes de travail, horaires, lieux refuge. Adapter la ville ne suffira pas : nos modes de vie aussi devront changer. ◀

CLIMAT **Libé** TOUR

# «Stupéfaits et en colère!»

**Christophe Ferrari,** président de Grenoble Alpes Métropole

**L**e dérèglement climatique, la multiplication d'événements extrêmes nous obligent. Ils exigent de mettre en œuvre et de planifier, sans tabou, des mesures d'atténuation et d'adaptation résolues, opiniâtres, sans concession ni omission. La recherche de la neutralité carbone n'est pas une option ; l'atténuation est tout aussi cruciale que vitale. Chaque dixième de degré compte et comptera. En parallèle, l'urgence de se préparer et de s'adapter aux inéluctables mutations climatiques est un impératif, notamment dans les territoires alpins qui sont particulièrement impactés. Avec des conséquences sur tous les plans, pour l'homme et la biodiversité : sur le pastoralisme,

le tourisme, la ressource en eau, la forêt, les voies de circulation, etc. Indubitablement, il nous faut réduire les vulnérabilités et dangers associés aux impacts climatiques tout en bâtissant davantage «une culture du risque» au service de la résilience de nos territoires et de notre société. Acteurs publics, entrepreneurs, paysans, associations, habitants... Nous sommes nombreux à nous mobiliser. Pour faire face. Pour aller plus loin, plus vite, plus fort, au moins deux grandes questions appellent des réponses, sans tergiverser. Comment financer les mesures d'adaptation et d'atténuation du dérèglement climatique ? La deuxième, c'est la question de la justice sociale, de l'épanouissement et de la cohésion, nonobstant les défis envi-

ronnementaux, conditions sine qua non de la bataille du climat et de l'adaptation vers un monde qui ne doit laisser personne au bord du chemin. Les élus locaux sollicitent depuis longtemps du soutien du Parlement et du gouvernement pour accélérer et massifier les projets locaux favorables à la transition écologique. C'est stupéfaits et en colère qu'ils constatent les reports de la stratégie nationale bas carbone, du troisième plan national d'adapta-



tion au changement climatique, de la programmation pluriannuelle de l'énergie, la déconnexion de Maignon de la planification écologique, la fonte du périmètre du ministère de l'Ecologie, raboté du Logement et des Transports notamment, outre les allers-retours questionnants, interpellants, de l'Energie

entre Bercy et le ministère de l'Environnement ces derniers mois. C'est stupéfaits et en colère qu'ils constatent les coupes budgétaires de plusieurs milliards d'euros réalisées et en préparation à l'échelle nationale en défaveur du vélo, des transports en commun, de la rénovation thermique, et, plus largement, des projets vertueux portés en la matière par les territoires. C'est stupéfaits et en colère qu'ils constatent, à nouveau, que la gestion financière des collectivités est pointée surnoisement et cyniquement du doigt depuis plusieurs mois, alors que la dette des collectivités est stable depuis trente ans à l'inverse de la dette de l'Etat, prélude classique à de nouvelles ponctions nationales sur le dos des collectivités. Malgré les obstacles, malgré toutes ces contraintes, nous restons localement déterminés, actifs et volontaristes pour mener la

bataille du climat. C'est tout particulièrement le cas de la métropole grenobloise, labellisée «climat-air-énergie 5 étoiles», soit la plus haute distinction décernée par l'Ademe, avec la meilleure notation pour notre métropole parmi l'ensemble des métropoles de France. Ainsi la métropole protège ses exceptionnelles ressources en eau potable, dont elle étudie l'évolution, en lien avec l'Université, l'éventuelle vulnérabilité face au dérèglement climatique, une évolution et une vulnérabilité qu'elle étudie également pour ses forêts qui recouvrent plus de 60% de notre agglomération. Si notre détermination est sans faille, il est impératif d'accélérer encore. L'I4CE et la Banque postale ont constaté que les collectivités investissent de plus en plus en faveur du climat, avec environ 6 milliards d'euros en 2017, contre une dizaine de milliards aujourd'hui, tandis que 19 milliards par an seraient nécessaires. Un niveau qui n'a rien d'inatteignable, qui restera beaucoup moins dispendieux qu'une situation d'improvisation à la fois coûteuse et dangereuse. Pour y parvenir, les échelons nationaux et européens peuvent et doivent nous faire confiance en nous donnant les moyens d'agir plus et plus vite, pour préparer l'avenir. ◀

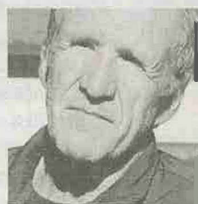
# «Une incroyable opportunité de repenser nos vies»

**Fiona Mille et Frédéric Meignan** Présidente et vice-président de l'association Mountain Wilderness France

**L**es effets du dérèglement climatique sont déjà forts en montagne. Les forêts et toute la biodiversité se fragilisent dangereusement. Les risques naturels s'intensifient, se démultiplient, allant jusqu'à remettre en cause l'accessibilité – et même l'habitabilité – comme dans la Roya ou la Bérarde. Face à ces bouleversements majeurs, l'économie de montagne doit se réinventer. Si depuis le plan neige, la France est une destination majeure pour le tourisme hivernal, soixante ans plus tard, les stations de ski sont confrontées aux impacts de l'anthropocène. En moyenne altitude, durement impactée par la remontée des limites pluie-neige, elles investissent dans

la technologie, les canons à neige, les retenues collinaires... Cette «adaptation court-termiste» coûte cher aux communes qui s'endettent, aggrave la vulnérabilité et freine l'élan nécessaire de transition. La crainte des changements conduit certains élus et acteurs économiques à s'accrocher au «modèle du XX<sup>e</sup> siècle», espérant conserver sa rentabilité économique. Mais cette politique de l'autruche va décevoir et surtout provoquer des lendemains plus difficiles, notamment sur le plan social et économique. D'autres s'engagent résolument dans des dynamiques citoyennes, entrepreneuriales ou territoriales avec l'émergence de nouveaux imaginaires, de nouvelles perspectives pour les montagnes françaises. Généralement encore peu sou-

tenues par l'argent public, et peu visibles dans les médias nationaux, ces initiatives commencent pourtant à réinventer l'économie de montagne.



La transition touristique sera avant tout territoriale. La question n'est pas seulement de savoir comment adapter les stations au manque de neige, mais bien de diversifier l'ensemble de l'économie montagnarde pour une vie à l'année : agriculture, artisanat, services à la personne, etc. Les stations ont bien évidemment un rôle à jouer pour une dynamique de transition globale. Déjà aménagées, mais entourées de forêts et de sommets, elles sont des lieux d'accueil indéniables pour découvrir la montagne.

Alors que le besoin de reconnexion à la nature est grandissant, les stations peu-

vent avoir un rôle pédagogique et de découverte passionnant. En investissant dans l'humain, plus que dans des aménagements, en devenant de véritables «passagers» des cimes pour découvrir des sports de montagne, mais aussi la faune et la flore habitant ces lieux, l'histoire, la culture locale... Plutôt que de financer une énième luge d'été, l'argent public pourrait être fléché vers des métiers de la transmission et du partage, générant ainsi un meilleur ancrage dans les savoir-faire humains de ces territoires.

Selon la situation géographique des stations, leur altitude, leur histoire, mais aussi leurs politiques d'aménagement, des futurs singuliers vont s'inventer. Leur résilience implique de travailler leurs spécificités, de sortir de la monoculture touristique, et surtout d'imaginer ensemble leur devenir. L'exercice n'est pas simple, et encore moins habituel en montagne. Mais il est indispensable de se projeter collectivement vers d'autres possibles. Certains territoires s'engagent déjà comme Tignes qui se projette en 2050 dans un avenir «sans neige, sans remontées mécaniques et sans glacier» alors qu'elle est l'une des stations les plus hautes de France, ou à l'image du Vercors avec ses collectifs citoyens qui réalisent un travail très constructif et porteur d'alternatives économiques au tout ski. Les profonds bouleversements que traversent nos montagnes sont une incroyable opportunité de repenser nos vies dans ces territoires d'exception. ◀

# Le chaînon manquant de la transition

**Sylvain Waserman**  
président-directeur général de l'Ademe

La multiplication et l'intensification des canicules et vagues de chaleur, des inondations et des événements climatiques hors normes nous rappellent désormais chaque année que le dérèglement du climat va modifier notre quotidien, dans nos villes comme dans nos villages. Cette dure réalité nous ramène à la nécessité d'agir, à la fois pour en atténuer les causes et pour s'adapter à ses effets. Les deux sont indissociables : l'un ne peut justifier de négliger l'autre. D'autant que les plus vulnérables de nos concitoyens

sont les plus exposés : les plus jeunes et les plus âgés bien sûr, mais aussi ceux qui vivent en précarité énergétique dans des habitats qui se transforment en véritables bouilloires thermiques l'été et passoires thermiques l'hiver.

Pour y parvenir, le changement sera d'ampleur. Il nous faut repenser nos modes de vie et de consommation, repenser l'urbanisme et les mobilités, et redessiner nos villes et nos villages, et, souvent, transformer nos entreprises pour garantir leur pérennité. C'est anticiper pour prendre aujourd'hui les bonnes décisions pour demain, avec le pragmatisme et le sens du résultat comme boussole. Les solutions existent, elles sont à portée de main.

En questionnant les modèles existants et en diffusant les innovations porteuses d'espoir. Nous devons d'abord réinterroger la mobilité, développer une offre de transports en commun plus modulaire répondant mieux aux besoins, repenser la place de la voiture en ville, accepter de remplacer nos véhicules trop lourds et trop gourmands par des modèles plus légers, décarbonés et moins coûteux. L'innovation est là, comme en attestent les véhicules du programme Extrême Défi lancé par l'Ademe : des innovations qui divisent par 1000 l'impact des véhicules sur les ressources.



Nous devons ensuite remettre la nature au centre de la ville, en dédiant nos grandes places de véritables fournaies en été, en remplaçant des espaces verts apportant de la fraîcheur, en plantant davantage d'arbres avec les essences adaptées à l'évolution du climat dans vingt ans ou en installant des ombrières pour apporter un confort supplémentaire aux habitants. En cela, le programme Plus fraîche ma ville, notamment utilisé à Toulouse où les températures ont atteint plus de 42 degrés l'été dernier, apporte des solutions concrètes pour anticiper et atténuer les effets du changement climatique. Nous devons enfin pren-

dre à bras-le-corps le sujet du logement. En matière de rénovation thermique, la bonne nouvelle est qu'en rénovant on agit à la fois contre le froid de l'hiver et la canicule de l'été. Nous savons tous qu'il nous reste du chemin à parcourir pour atteindre notre objectif de 2050 soit plus de 80% des bâtiments classés A et B en diagnostic de performance énergétique. L'innovation nous apporte, en matière de bâti aussi, de nouvelles solutions, par exemple pour construire différemment avec des matériaux biosourcés ou pour rafraîchir nos logements, comme le refroidissement adiabatique ou la géothermie de surface. Ces grandes transformations de nos espaces, de notre consommation du

foncier et de son aménagement, de nos usages et nos modes de vie ne se feront pas contre les citoyens mais avec eux. Les élus locaux le savent bien et le vivent au quotidien. Ce sont eux qui ont la capacité de changer les regards sur les modes de vie. De rendre concrète la transition écologique. De faire prendre conscience qu'agir est à portée de main. L'adaptation était le « chaînon manquant », entre des problèmes climatiques mondiaux que certains pensaient lointains, et la réalité de leur vie de tous les jours. Plus que jamais, nous devons agir. L'innovation a sa part à prendre, comme le démontrera l'Expo Innov'climat à Bordeaux de ce jeudi à samedi. Mais elle ne suffira pas : il nous faut imaginer nos nouveaux modèles et les modes de vies plus sobres et plus responsables qui vont avec. Ces grandes transformations, que nous tous acteurs du changement, façonnons ensemble, nous conduisent vers un avenir désirable et durable pour les générations futures. ◀

# La culture et l'art au service de l'écologie

**Patrick Scheyder**  
pianiste et fondateur de l'Écologie culturelle  
**Thomas Brail**  
arboriste-grimpeur, fondateur du groupe national de surveillance des arbres

L'écologie n'est pas condamnée à s'adresser aux personnes diplômées ; elle doit devenir un sujet de société partagé par tout le monde. Toucher un public populaire, c'est lui faire vivre de fortes sensations, être proche de lui : le plaisir, la fête, le rire. Mais aussi des émotions qui touchent aux larmes, parfois de la tristesse. Les graphiques scientifiques peinent à le faire, et la lutte écologique l'oublie parfois, prise dans l'âpreté des combats. Mais l'art et la culture le peuvent, c'est leur rôle dans la société. Résumer

l'engagé écolo à un éternel Robin des bois qui sauve la planète, pour racheter la passivité des gouvernants, ce serait l'enfermer dans une case. Raboter son humanité. Notre société a besoin d'actions emblématiques : monter dans l'arbre pour le défendre. Et aussi des actions du quotidien, que chacun peut s'approprier dans son métier, dans son intimité, dans ses loisirs. Pour cela il faut lui en donner le goût. Nous plaçons pour un tournant dans la façon de communiquer et de parler d'écologie ; développer une écologie enviable, et non redoutée. L'art et la culture populaire sont capables d'inspirer, de susciter ce désir. Avec l'art,

tout devient possible. Cette métamorphose immédiate du présent ouvre le champ des transformations, car rien n'est pire en art (ou en politique) que le manque d'imagination ! La société entière demande avec insistance de tracer les contours enviables de notre futur ; elle peut se passionner pour l'écologie si on la guide, et si on l'aime. Dans le spectacle *l'Eloge de la forêt* (1), qui se tient vendredi à la MC2 Grenoble, nous commençons par un clin d'œil historique : la forêt de Fontainebleau a été sauvée par George Sand et les peintres de Barbizon. Ils ont créé une sorte de ZAD d'artistes dans les années 1850. Ils luttèrent contre l'Etat qui abattait les vieux chênes pour les remplacer par des pins



de meilleur rapport, et ils ont gagné. En 1861, première mondiale : Napoléon III prend un décret pour sanctuariser plus de 1000 hectares de forêt. De 1850 à 2024, mêmes constantes : la forêt et la nature sacrifiées pour remplir les caisses. Le chantier de l'A69, les forêts de Guyane abattues, les platanes sacrifiés, c'est notre Fontainebleau de 2024. Et les coupes rases nous rappellent à une réalité : l'écologie comme la liberté ou l'égalité ne sont pas des acquis. Chaque génération devra les défendre à son tour. Une société écologique existera dans les mêmes termes qu'une société qui garantit nos droits et nos libertés, par la vigilance et la ténacité. La mise en lumière culturelle de ces valeurs est alors capitale. Elle permet de construire dans l'espoir. Elle donne aussi courage car ce qui gagne c'est aussi ce qui sait durer, c'est l'intelligence du long terme.

Nul besoin de faire d'études pour toucher le cœur : « *Moi je suis comme vous, maman, papa, grand-père d'un enfant à qui je veux transmettre le meilleur de la Terre.* » Voilà, c'est le fond de notre histoire, à toutes et tous. Dans le spectacle *l'Eloge de la forêt*, la farce s'invite volontiers : Thomas Brail devient le directeur de cabinet d'un président... qui passe ses journées dans un arbre. La bétonisation des sols est incarnée par un voltigeur qui mène une danse d'amour avec une bétonnière, qui peu à peu va l'assujettir. Le piano devient un écran magique sur lequel poussent des fleurs fantastiques ; une présidente démente jure qu'elle va sauver le monde par la technologie... Un éclair la balaye ! Un rappeur appelle à l'espoir et à la lumière. Oui et mille fois oui, il est permis de rire ou de pleurer de joie en écologie. Nos sociétés sont gérées par des statistiques et des quotas. Elles ignorent trop l'humain, qui se sent oublié, méprisé et peu reconnu. Un sentiment d'injustice émerge, et dans sa fureur il peut balayer nos principes fondamentaux. Dans ce type de crise, nul n'est innocent. La culture populaire et l'art doivent prendre toute leur part dans ce débat, pour notre bien collectif. ◀

# «Un quart des Français s'imaginent en situation de migration climatique»

Où vivrons-nous demain? Inondations, sécheresses, hausse du niveau des mers... En 2023, le changement climatique a engendré plus de 26 millions de déplacés, et pourrait, d'ici à 2050, contraindre 216 millions de personnes à quitter leur foyer. La France ne fait pas figure d'exception. L'outre-mer fait partie des territoires les plus vulnérables aux risques de submersion, comme la façade atlantique. Les grandes villes sont, elles, de plus en plus étouffantes. Des phénomènes qui rejoignent le concept d'«habitabilité de la Terre»: une terre vivable, capable d'accueillir des habitants et d'abriter la vie. Mais certaines zones du monde, et de notre territoire, le pourront-elles encore dans les années à venir? Migrer, n'est-ce pas finalement le meilleur moyen de s'adapter? François Gemenne, 43 ans, est professeur à HEC, directeur de l'Observatoire Hugo à l'Université de Liège et auteur du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Il est le grand spécialiste de la migration climatique et des enjeux d'adaptation. Magali Talandier, 49 ans, est quant à elle professeure des universités à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine de l'Université Grenoble-Alpes. Elle étudie les impacts du changement climatique et de la transition écologique à l'échelle locale.

**Les migrations climatiques existent aussi en**

## Adaptation

L'auteur du Giec François Gemenne et la spécialiste en urbanisme et aménagement du territoire Magali Talandier croisent leurs regards sur les déplacements de population liés au réchauffement. Un phénomène plus présent qu'on ne le pense en France.

**France. Pourquoi a-t-on le sentiment que cela ne nous concerne pas?**

**François Gemenne:** On a toujours mis une grande distance entre nous et les impacts du changement climatique: on les voit dans des pays du Sud «un peu exotiques», aux confins de l'Alaska, aux Etats-Unis, ou dans des Etats insulaires du Pacifique. Aussi et surtout, on en parle comme d'un risque futur – c'est là le danger – mais sur lequel surfent déjà avec démagogie les politiques, qui appellent à renforcer nos frontières pour faire face aux réfugiés. D'une part, on ne réalise pas qu'une partie des migrants qui arrivent en Europe sont des migrants climatiques. Je pense par exemple à ceux d'Afrique de l'Ouest issus de zones rurales qui n'arrivent plus à tirer un revenu suffisant de leurs cultures qui pâtissent des sécheresses. D'autre part, on ne réalise pas qu'une partie de la population française et européenne se déplace déjà et va se déplacer dans les années à venir pour des raisons environnementales. Fin 2023, un sondage Ipsos soulignait que 26 % des Français pensent qu'ils devront quitter leur domicile au cours des

dix prochaines années en raison des impacts du changement climatique. Au moins un quart de la population s' imagine donc en situation de migration climatique.

**Comment expliquer cette contradiction?**

**E.G.:** Le terme de migrant et même de migrant climatique dans les pays industrialisés est considéré comme relativement infamant. Comme si cette notion devait être réservée – je le dis un peu cash – à des noirs et à des Arabes. Comme si ça ne s'appliquait pas aux blancs et aux Européens. Comme si ces derniers ne pouvaient jamais se retrouver à être désignés comme migrants. Les faits démontrent le contraire: je songe à celles et ceux déplacés par les incendies à l'été 2022 en France, par les inondations en Belgique et en Allemagne à l'été 2021, et par l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, aux Etats-Unis, en 2005.

**Magali Talandier:** La mise à distance, le déni peut-être aussi, dont parle François Gemenne, nous amène à prendre beaucoup de retard sur le sujet de l'inhabitabilité d'espaces en zones côtières ou de montagne. Certains jouissent encore de transactions immobilières faramineuses alors que, dans vingt ans, certains de ces lieux n'existeront peut-être plus! On est témoin des inondations, des vallées qui disparaissent et des habitats emportés. Je travaille beaucoup avec les collectivités locales et les élus, je suis effarée de voir à quel point ce sujet est encore si peu abordé, anticipé, alors que nous sommes pourtant en possession de tous les chiffres et rapports.

C'est de l'aveuglement.

**A quoi ressemble aujourd'hui la migration climatique en France?**

**M.T.:** Il y a des départs des villes – jugées trop chaudes, trop violentes – vers des cadres de vie plus agréables. Dans ce cas, on n'emploie pas le terme de migration climatique

mais plutôt d'exode urbain. Ce dernier a suscité beaucoup de fantasmes post-Covid: on imaginait les gens fuir précipitamment et en masse les métropoles. ●●●



INTERVIEW





NICOLAS RIDOU

●●● Il y a eu une exagération du phénomène : oui, les mouvements de populations des villes vers les campagnes ont augmenté, mais pas autant qu'on a voulu nous le faire croire. Ce tableau reste largement dominé par des migrations locales, communales ou dans un périmètre encore plus restreint. Dans les trois quarts du temps, il est question d'une campagne périurbaine. Mais ce qui est plus intéressant, c'est de regarder les signaux faibles. Par exemple, la hausse des départs de l'Île-de-France – bien que la région parisienne reste très attractive – vers d'autres régions.

#### Quelles sont les régions les plus attractives ?

**M.T. :** On peut citer la Bretagne et la Normandie. Mais on a du mal à faire la part des choses : beaucoup de gens possèdent des résidences multiples, et secondaires. On remarque des flux de capitaux dans ces espaces plus vivables sans que ce soit nécessairement accompagné d'une arrivée massive et d'une installation pérenne. Voilà pourqu Coast les conséquences sur le territoire d'origine sont peu visibles. Même chose à Grenoble où les espaces de montagne ont été largement concernés par la hausse des transactions immobilières. Il s'agit de lieux et d'une valeur refuge. On y passe deux mois dans l'année quand la ville est sous 50 °C.

#### Sommes-nous prêts à faire face à des flux de populations plus importants – intérieurs et extérieurs ?

**F.G. :** Je suis frappé par la pauvreté du débat politique et du débat public sur les sujets d'asile et d'immigration en France. Disons les choses : nous sommes dans une logique où les migrants ne sont plus considérés comme des humains. Cela n'incite guère à l'optimisme quant à notre capacité à gérer et à anticiper les conséquences du réchauffement. Mais le tableau n'est pas tout noir : l'administration et certaines villes m'ont commandé des rapports pour tenter d'y voir plus clair. Je songe à Paris, qui souhaite avoir une idée plus globale sur les scénarios d'évolution de la migration et la nécessité d'adapter certaines de ses politiques – en matière de logement et d'urbanisme – en fonction des arrivées et des départs potentiels liés au changement climatique. En supposant que la température augmente de X degrés au

Bangladesh, quel impact cela aura-t-il sur les demandes d'asile en France ? De mémoire, on peut s'attendre à une fluctuation entre +9% et +28% d'arrivées dans la capitale, selon les nationalités, même si cela reste un comportement humain qui – par nature – reste très difficile à prévoir.

**M.T. :** J'ai travaillé sur la notion de « métropole hospitalière ». La ville, ce n'est pas tant d'attirer le « startupper » que d'accueillir ceux qui posent le pied pour la première fois en France, de prendre soin de ceux qui sont là et de s'intéresser à ceux qui restent, qui ne peuvent pas partir ni de façon définitive, ni de façon temporaire. Tout un registre de l'action publique locale est à réinventer.

#### Sur quoi doit-on se concentrer en priorité ?

**F.G. :** Chez nous, il y a d'abord un enjeu de protection des populations qui habitent dans les zones les plus à risque. Cela implique de relocaliser à l'intérieur des terres, d'arrêter de construire en zones inondables et la mise en œuvre des politiques d'aménagement du territoire. Pour les pays du Sud, si on change de paradigme culturel et qu'on s'évertue à voir la migration comme une stratégie d'adaptation, on peut s'organiser et coopérer au niveau international – en s'appuyant notamment sur la « Platform on Disaster Displacement » (1), et ainsi imaginer des migrations pendulaires ou saisonnières. Cela peut permettre à des familles rurales touchées par une saison sèche ou une saison des pluies très abondantes de trouver un revenu de complément dans un autre secteur économique. Cela allège aussi en parallèle la pression démographique sur des ressources naturelles qui se raréfient, l'eau et les terres.

**M.T. :** Ces solutions de migrations saisonnières sont des réflexions que l'on pourrait aussi avoir chez nous. Ça ne serait pas la première fois que les pays du Sud nous inspirent ! On pourrait imaginer une politique de l'aménagement qui ne soit pas « fixiste », à l'ancienne, façon « je construis, je déconstruis, je pose un ouvrage », mais plutôt un aménagement fluide, adaptatif.

#### A quoi pensez-vous ?

**M.T. :** On a du mal à imaginer un État grand régulateur qui déplace les populations et préempte des bâtiments en

disant « tiens, pendant deux mois votre logement sera là » En revanche, on pourrait y réfléchir en termes d'activité économique. Aujourd'hui, certaines entreprises sélectionnent leurs chantiers en fonction des températures. On va travailler dans un espace chaud l'hiver et investir des endroits plus frais l'été. Ce sont des choses que l'on voit déjà se mettre en place et que les collectivités locales pourraient accompagner. Beaucoup d'infrastructures sont libres plusieurs mois dans l'année, il faut jouer avec cela. Nous n'avons pas le choix : il va falloir apporter une réponse aux plus vulnérables.

#### Migrer rejoint aussi la question sociale...

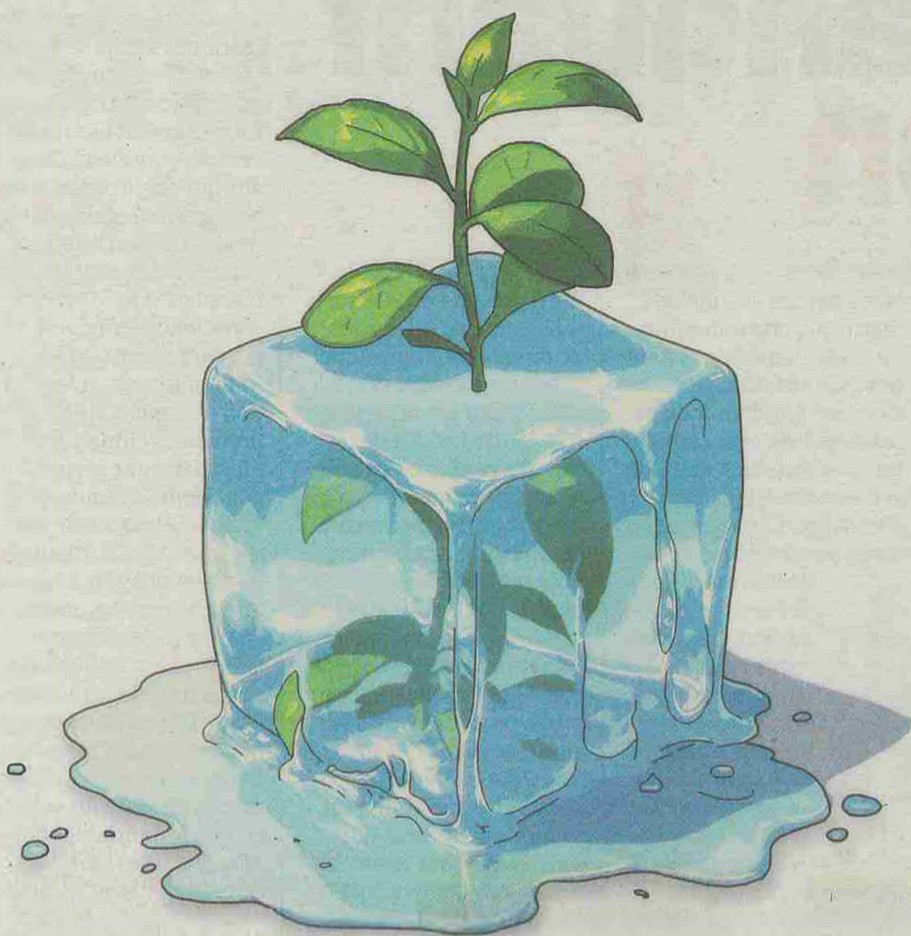
**F.G. :** Le changement climatique est un « exacerbateur » d'inégalités. Et il est important de rappeler l'immobilité forcée. Il s'agit des personnes qui sont en incapacité de migrer, voire d'évacuer lors d'une catastrophe parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Parce qu'ils n'ont pas de voiture, parce qu'ils sont trop âgés ou trop malades, ou encore pas assez informés sur où aller. C'est quelque chose qu'on observe dans toutes les études de terrain, dans les pays du Sud et dans les pays industrialisés. Ceux qui vont pouvoir se déplacer sont les plus jeunes, les plus riches, les plus connectés, les plus éduqués. On oublie que le changement climatique transforme aussi la contrainte à la migration.

**M.T. :** Grenoble, comme d'autres villes françaises, connaît des épisodes de canicule de plus en plus intenses et longs. Certains bénéficient d'un logement mieux isolé ou ont la chance de pouvoir partir en montagne, dans des zones plus tempérées. Mais d'autres n'ont aucun moyen de s'en prémunir. Et les réponses apportées par les politiques publiques sont en deçà des violences perçues. Pour preuve : quand on voit qu'au moment des canicules, des villes proposent aux familles l'accès gratuit aux bibliothèques et aux musées climatisés, on se dit que c'est sous-adapté. C'est un peu le pansement sur une jambe de bois.

Recueilli par

AURORE COULAUD

(1) La Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes est une organisation internationale basée à Genève



NICOLAS RIDOU

# Balade sur les terrains postglaciaires des Alpes où renaît la vie

**Reportage** Avec le réchauffement climatique, les glaciers rabotés révèlent une nouvelle vie sauvage. Une manne pour les scientifiques.

**V**oilà deux heures que Jean-Baptiste Bosson remonte le haut vallon des Rousses (Jura), slalomant entre les myrtilliers chargés de fruits bleus. Le gras alpage des Veys, loin en dessous, royaume des tarines, vaches dont le lait donne le beaufort, n'est plus visible. Ici, le terrain a été façonné, été après été, par les moutons. «Ces sols vieux de 11 000 ans ont été profondément transformés par la civilisation pastorale alpine», explique le glaciologue. Soudain, à 2800 mètres d'altitude, un vallon suspendu se révèle. Une zone postglaciaire ! Au fond, un petit lac, des névés, là, une timide végétation, ici, une mare, plus haut des champs de blocs clairs, sur lesquels aucun lichen n'a encore poussé. Jean-Baptiste Bosson jubile : «On

bascule en zone non domestiquée, dans un écosystème parmi les plus sauvages et les plus récents des Alpes.» Il scanne la zone : «Ici, en 1850, il devait y avoir plus de 40 mètres d'épaisseur de glace ; un glacier de 300 mètres de long sur 500 de large. Il a totalement disparu au début des années 80.»

«**Darwin**». L'écologue Chloé Chabert dégaîne son carnet, sa loupe et son filet à papillons. Sa mission : répertorier les espèces végétales et animales sur des secteurs que le scientifique géolocalise au GPS. Le glacier disparu a tout raboté : les sols sont ténus, sableux, argileux. «Chaque zone est une aventure, note la naturaliste. Il y a l'excitation de la découverte : j'ai fouillé les archives, il n'y a pas la moindre trace de ce site.» Jean-Baptiste Bosson se marre : «C'est une île déserte, on est Darwin!» Plus sérieux, il poursuit : «On fait une photographie large du site, avec un rôle d'alerte. Certaines des espèces pionnières

sont très communes, d'autres sont protégées. Nous sommes, il y a peu, sur des papillons très rarement observés dans les Alpes.»

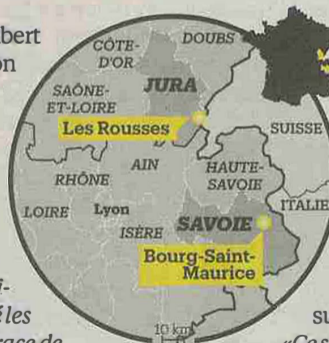
Chloé Chabert ratisse, observe, note. La beauté est partout : saxifrage, myosotis, délicate linaria alpina mauve et orange, androsace alpina – protégée –, campanule... Sur une crête, deux bouquetins immobiles observent les chercheurs ; un aigle royal vient tourner. Deux espèces protégées. «C'est fou de pouvoir observer un écosystème en train de se développer, à l'abri de l'homme», souffle l'écologue. Vite dit : derrière un caillou, une boîte de sardine vide. Chasseur ? Randonneur ? Jean-Baptiste Bosson grimace : «Sapiens ne tarde jamais à laisser sa trace...» Dans le cadre du programme Ice and Life, coordonné par l'association Marge sauvage créée par Bosson et développé avec l'université Savoie Mont-Blanc, le Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Savoie et des laboratoires suisses, une dizaine de chercheurs répertorient les terrains postglaciaires des Alpes. Une tâche immense : 65% des surfaces glaciaires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ont disparu, laminées par le réchauffement climatique. Pour la France, cela représente 900 zones, couvrant plus de 400 km<sup>2</sup>. «Le défi d'Ice and Life, c'est d'observer et de raconter ces marges sauvages pour mieux les connaître et les préserver... voire les sanctuariser. Mais ça, ça fait peur à tout le monde!»

«**Tripes**». Bourg-Saint-Maurice, géré par une municipalité citoyenne à la fibre écolo, s'est engagé avec Marge sauvage, grâce au soutien financier du programme Erable du ministère de la Transition écologique. La commune n'a plus que trois glaciers. Deux sont condamnés dès la prochaine décennie. «Ces glaciers qui fondent, ça nous prend aux tripes, lâche Guillaume Desrues, le maire. Nous devons les protéger, comme nous devons prendre soin des marges libérées qui sont une richesse absolue.» Le premier glacier, celui du Varet, est perché sous l'aiguille Rouge, en haut du domaine skiable de la station des Arcs. Il est parcouru par une piste de ski qui nécessite, pour faire face au retrait glaciaire, de lourds travaux d'aménagement : «Avec tous les acteurs, nous sommes arrivés à une décision unanime : on ne va pas continuer à s'acharner. Des pelleuses sur un glacier moribond, ça n'a plus de sens», expose le maire. Dès l'hiver 2027-2028, le téléphérique de l'aiguille Rouge, doté d'un espace d'information sur les glaciers, ne donnera plus accès qu'à une zone de ski libre, non aménagée, réservée aux experts.

A l'autre bout de la commune, le glacier des Lanchettes et celui des Glaciers font l'objet d'une concertation. C'est une zone courue par les alpinistes et les randonneurs, les futures pelouses pourraient intéresser les producteurs de beaufort... «Nous devons arriver à un consensus sur les modalités de gestion et de préservation de ces espaces, trouver le bon curseur», résume le maire. Le résultat de cette opération pilote devrait être annoncé lors du premier festival national des glaciers, organisé par Marge sauvage sur la commune en mars prochain : «Ce sera un moment de fête, de célébration de ces glaciers qui sont le premier émerveillement de nos enfants», promet Jean-Baptiste Bosson.

**FRANÇOIS CARREL**

Envoyé spécial dans le Jura et dans les Alpes



## PROGRAMME

### VENDREDI 4 OCTOBRE

- 10h 30** Inauguration
- De 10h 45 à 11h 30** Comment nous réconcilier avec la nature ?
- De 11h 30 à 13 heures** Le ski, c'est vraiment fini ?
- De 14h 30 à 16 heures** Demain, tous migrants ?
- De 16 heures à 17h 30** Comment manger sans dévorer la planète ?
- De 18 heures à 18h 30** Masterclass de l'écrivaine Clara Arnaud : «A quoi tenons-nous vraiment ?»
- De 18h 30 à 20 heures** «Grenoble à 50 °C», comment mieux vivre en ville.
- De 20h 30 à 22 heures** Spectacle l'Eloge de la forêt, de Patrick Scheyder et Thomas Brail.

### SAMEDI 5 OCTOBRE

- De 11 heures à 12h 30** L'économie pompe-t-elle trop d'eau ?
- De 12 heures à 13 heures** Ces terres inconnues libérées par les glaciers.
- De 14 heures à 16 heures** Venez à la rencontre de Iris-Amata Dion, autrice, et Xavier Henrion, dessinateur, pour échanger sur leur BD Horizons climatiques.
- De 14h 30 à 16 heures** Quelle culture, quel futur ?
- De 15 heures à 16 heures** Sécheresses, inondations : qui payera la facture ?
- De 16 heures à 17 heures** La forêt brûle-t-elle ?
- De 17 heures à 18 heures** Le climat n'est-il qu'une affaire de jeunes ?
- De 19 heures à 20 heures** Découvrez les coulisses de la création de la pièce Je suis une montagne, d'Eric Arnal-Burtschy.

